

**BUDGET FÉDÉRAL 2024****DES DIFFICULTÉS QUI POURRAIENT SE RÉPERCUTER SUR LE QUÉBEC**

**Montréal, le 11 avril 2024.** Avec un rythme de dépenses qui se maintient à un niveau plus élevé qu'avant la pandémie, le gouvernement fédéral a vu sa situation financière se dégrader au cours des dernières années. Le budget du 16 avril prochain inclura également de nouvelles dépenses - logement, alimentation scolaire - déjà annoncées. À cette occasion, l'Institut du Québec souligne dans une note d'analyse publiée aujourd'hui que les défis auxquels sera confronté le Canada auront des impacts indéniables sur le Québec.

« La hausse des dépenses, des déficits et de la dette du Canada pourrait compliquer les efforts du Québec qui souhaite voir s'accroître les transferts fédéraux pour résorber ses propres déficits, soutient Emna Braham, directrice générale de l'Institut du Québec et coautrice de l'analyse. Ainsi, la récente détérioration de la situation financière du Québec rend d'autant plus critique la capacité du gouvernement fédéral d'assurer la croissance des transferts fédéraux à long terme. »

**Des dépenses qui ne sont pas revenues à leur niveau prépandémique**

Plus spécifiquement, l'analyse de l'IDQ montre que les dépenses du gouvernement fédéral pour l'exercice financier 2023-2024 excèdent de **70 milliards de dollars** les prévisions effectuées en 2019. Par ailleurs, cet écart ne peut être pleinement attribuable à une inflation plus élevée qu'anticipée.

Près des **deux tiers de cet excédent** (44 G\$) correspondent plutôt au déploiement de nouvelles initiatives telles que le programme de garderie ou d'assurance dentaire, et de la priorisation de certains enjeux. Cette hausse des dépenses est d'autant plus inquiétante que certaines des obligations existantes comme les transferts en santé aux provinces et les dépenses militaires demeurent sous-financées.

En clair, les dépenses fédérales se sont accrues plus rapidement que la taille de l'économie canadienne. « Au cours de l'exercice financier 2023-2024, les dépenses du Canada équivalaient à **16 %** de son PIB, précise Louis Lévesque, économiste et coauteur de l'analyse, un niveau similaire au sommet atteint en 1992-1993 (17 %) et qui a incité les gouvernements de l'époque à multiplier les décisions difficiles pour réduire les dépenses et l'endettement du Canada. »

**Des risques pour les provinces**

Alors que le gouvernement fédéral dépense davantage, Québec pourrait s'inquiéter de ne pas voir les transferts en santé du fédéral s'accroître assez rapidement pour couvrir ses propres coûts qui ne cesseront de croître pour avoisiner les 3,9 % à l'horizon 2030. En effet, l'entente actuelle entre le gouvernement fédéral et les provinces prévoit qu'à partir de 2027, les transferts suivront la croissance économique qui devrait plutôt ralentir. Un enjeu d'autant plus épineux pour le Québec qui doit exercer un contrôle plus serré.

**Des incertitudes pour les programmes partagés**

Au cours des dernières années, le gouvernement fédéral a déployé ou a prévu déployer plusieurs nouveaux programmes sociaux — garderies, assurance dentaire, assurance-médicaments — qui touchent aux champs de compétence des provinces. Le premier risque pour le Québec est de devoir assumer une partie des coûts liés à ces programmes dans le cas où le fédéral déciderait de

réduire ou de ne pas faire évoluer sa contribution pour couvrir pleinement les coûts réels. Le deuxième est que le Québec ne soit pas pleinement compensé pour les services — tels que les services de garde — qu'il finance déjà.

Autre risque à surveiller : les besoins d'emprunts élevés du gouvernement fédéral qui perdureront au cours des prochaines années pourraient créer une pression sur les marchés financiers et se traduire à terme par des coûts d'emprunts plus importants pour le Québec.

#### **Pistes de réflexion**

« Au-delà des risques financiers pour assurer la pérennité des programmes fédéraux, une détérioration de la situation financière du gouvernement fédéral pourrait limiter la croissance des transferts vers Québec et sa capacité à redresser ses propres finances, rappelle Emna Braham. »

Si le ralentissement économique ne se prête pas à des compressions budgétaires immédiates, un examen attentif des dépenses permettrait d'identifier et de réajuster les priorités, allégeant ainsi les contraintes financières à moyen terme. Dans un contexte de risques économiques accrus, il y a lieu de revenir à une approche plus prudente de la gestion des finances publiques fédérales et du contrôle de la dette.

— 30 —

#### **Pour en savoir plus**

Téléchargez [\*Des défis importants à l'horizon pour les finances publiques fédérales et leurs impacts possibles sur le Québec\*](#)

#### **À propos de l'Institut du Québec**

L'Institut du Québec est un organisme à but non lucratif qui axe ses recherches et ses études sur les enjeux socioéconomiques auxquels le Québec fait face. Il vise à fournir aux autorités publiques et au secteur privé les outils nécessaires pour prendre des décisions éclairées, et ainsi contribuer à bâtir une société plus dynamique, compétitive et prospère.

[www.institutduquebec.ca](http://www.institutduquebec.ca) | @InstitutduQC

Source :

#### **Jusqu'au 14 avril**

Simon Savard

Économiste principal et directeur adjoint

418 637-0817

#### **À partir du 15 avril**

Liette D'Amours

Responsable des relations avec les médias

514 649-2347

liette.damours@comredac.com